

DES SYNERGIES À BÂTIR POUR UNE DÉMOCRATISATION ACCRUE DE LA SOCIÉTÉ

L'histoire (au sens de vécu humain) a-t-elle un sens ? Autrement dit les multiples péripéties du devenir de l'homme, dont il est pour certains des épisodes un agent conscient, ces péripéties ont-elles une cohérence d'ensemble, autorisant à parler d'une sorte de projet, de visée ou de but à atteindre ?

Au risque de tomber dans le travers de la légitimation a posteriori, il nous semble possible d'affirmer que les hommes, globalement considérés, ont ceci de particulier qu'ils cherchent, toujours et partout, à améliorer leurs conditions d'existence. Pour ce faire, ils sont constamment préoccupés de se donner l'organisation sociale la meilleure pour faire éclore et profiter au mieux de toutes leurs potentialités.

C'est dans ce cadre que la démocratie aurait été pensée. Il s'agit selon Paul Foulquié et Raymond Saint-Jean d'un « régime politique dans lequel la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens et non à un seul ou à quelques uns d'entre eux. » (Dictionnaire de la langue philosophique).

D'un point de vue strictement rationnel, il ne semble pas sérieusement contestable que l'on ne puisse venir à bout des multiples misères que les hommes s'infligent les uns aux autres dans le cadre de la gestion du pouvoir, s'il arrivait qu'on parvienne à édifier un régime politique dans lequel le peuple détiendrait la puissance.

En effet et comme le soutient un penseur irrévérencieux, de tous les systèmes politiques, la démocratie est le « moins mauvais ». Mais s'il est « le moins mauvais », la tâche n'est pas seulement de travailler à l'instaurer : il est aussi important de continuer à le redresser, à le parfaire.

Ceci passe, à notre sens, par la détermination de quelques unes des tares pouvant la vider de sa substance.

1. ENTRAVES OU ECUEILS AU PROJET DEMOCRATIQUE

Sans prétendre à l'exhaustivité, il est possible de signaler, à la lumière d'expériences partagées, que l'idéal démocratique est de nos jours, fortement menacé par le règne de l'argent roi, par la propension de quelques élites d'en faire leur affaire quasi exclusive et aussi par une tendance lourde à l'enfermement dans une sorte de formalisme réducteur.

a/ Le pouvoir corrosif de l'argent

Le libéralisme débridé ou la logique du tout marché peut-il cohabiter avec la démocratie ? Si tout se vend et s'achète, le Peuple lui-même ne risque-t-il pas de s'aliéner en aliénant sa souveraineté ? Les détenteurs de ressources, les grands groupes financiers ne viennent-ils pas régulièrement à bout de nombre de régimes démocratiques par l'instrumentalisation, par l'étranglement économique, en un mot par l'imposition de leur volonté à tous les Peuples du monde ?

A l'échelle locale, quel crédit accorder à une compétition politique mettant aux prises des acteurs dont certains brassent des milliards, généralement acquis frauduleusement, face à d'autres ne disposant que de la générosité de leurs idées ? Le citoyen, réduit à l'indigence par l'âpreté de son quotidien, a-t-il, même quand il le veut, les moyens de ne pas céder à l'appât de s'assurer, ne serait-ce que pour une journée, les moyens de la subsistance de sa famille ?

b/ L'égoïsme des élites

Il y a quelques siècles de cela Kant s'élevait dans un texte intitulé « La religion dans les limites de la simple raison » contre la propension conduisant, même des hommes réputés sages, à dire de tel Peuple (en train d'élaborer sa liberté et ses lois) qu'il « n'est pas mûr pour la liberté ».

Or dans le fond, et parfois de toute bonne foi, beaucoup de nos contemporains, se sentant presque investis d'une mission divine, regardant de haut ceux qui n'ont pas leur compétence ou leur savoir, décrètent qu'il leur revient à eux et à eux seuls, de penser et de bâtir le monde dans lequel il ferait bon vivre pour tous. Ce faisant, ces élites- du reste souvent auto proclamées- perdent de vue que rarement, il a été possible de faire le bonheur des autres à leur place, en s'arrogeant tous les droits, en confisquant toutes les initiatives, en ne tenant compte que des points de vue d'une minorité à la logique forcément sectaire.

c/ Le formalisme réducteur

Trop souvent, la démocratie est confondue avec la liberté conférée aux citoyens de s'organiser en Partis compétissant pour l'accès au pouvoir. S'il se trouve à l'occasion que le Parti B puisse remplacer celui A, on a vite fait de conclure à l'existence d'un modèle démocratique d'autant plus avéré qu'il consacre la nécessaire alternance. Rarement la question est examinée dans le fond pour voir, par exemple, ce qu'il en est des projets des différents Partis et surtout, de ce que ces projets deviennent à l'aune de l'épreuve ou de l'effectivité de la gestion des affaires.

La démocratie n'est-elle pas vidée de son sens si ceux qui viennent au pouvoir, sur la base d'un projet ayant rassemblé une majorité de suffrages, s'empressent de tourner casaque, faisant tout le contraire de ce à quoi ils s'étaient engagés ?

Cette typologie, sans doute lacunaire des entraves à l'idéal démocratique, impose de réfléchir à des mécanismes pertinents pour éviter que la démocratie ne soit qu'un leurre, c'est-à-dire un instrument permettant à un groupe minoritaire, d'imposer son hégémonie, de sauvegarder ses intérêts, en piétinant ceux des autres.

D'où donc l'urgence de réfléchir aux synergies possibles, voire indispensables, pour restituer au projet démocratique toute sa substance.

2. DES SOCLES À EDIFIER OU À CONFORTER POUR ASSEoir LA DÉMOCRATIE

a/ Repenser les territoires

La question du profil du territoire, du mécanisme à inventer pour que le global n'étrangle pas le local est particulièrement importante à résoudre, si tant est que l'on veut compter sur des citoyens véritablement maîtres de leur destin.

Comment donc rendre toutes les voix de ces citoyens, quel que soit leur lieu de résidence, audibles au point qu'elles puissent infléchir au besoin les choix d'ensemble, sans pour autant mener à la dislocation des territoires nationaux ?

A tout le moins, il est possible de trouver un début de réponse à ce difficile problème en se prémunissant des moyens d'une écoute de qualité, permettant de rompre définitivement d'avec la planification par « en haut », ignorant trop souvent les priorités ou les urgences de ceux d'en bas.

b/ Rompre d'avec la tyrannie des appareils

Démocratiser la société, c'est beaucoup plus qu'accepter l'expression des points de vue dissonants. Plus ou mieux, il faut convenir que la construction de la Cité peut requérir différentes approches, et donc admettre, aux côtés de la nécessaire implication des organisations partisans, d'autres formes d'association. En croisant les approches, en diversifiant les partenaires, en variant les interlocuteurs, il est possible de ratisser plus large, de se donner les moyens d'intégrer davantage de préoccupations, un maximum de solutions.

D'où donc la nécessité de donner place à une société civile forte, se devant elle-même d'être davantage poreuse aux exigences de la démocratie. Car il faut bien le reconnaître, la société civile (ou en tout cas certains de ses démembrements) est elle-même affectée par un immobilisme pouvant être ravageur, tant elle est parfois, pour ne pas dire trop souvent, très peu encline à appliquer des recommandations que pourtant elle prodigue à foison...

c/ Libérer l'initiative citoyenne

Démocratiser la société, c'est par ailleurs redonner au citoyen une position axiale. En d'autres termes, tant que le citoyen ne se retrouve pas dans les faits et non pas seulement en droit législateur et sujet, véritable auteur des décisions qui s'appliquent à lui et pas seulement acteur passif ou victime consentante, la démocratie manquera de substance, de réalité.

Mais pour que le citoyen puisse s'exprimer avec des chances d'être entendu, il faut qu'il soit informé, c'est-à-dire averti, instruit, bref éclairé. Pour le dire de manière abrupte, l'idéal démocratique n'est-il pas résolument antinomique avec les obscurantismes quels qu'ils puissent être ? Le niveau d'élévation démocratique d'un peuple ne se mesure-t-il pas, entre autres, par le niveau et la qualité de l'éducation et de la formation des composantes de ce Peuple ?

d/ Asseoir une culture du droit

Les nouvelles synergies, indispensables à la démocratisation accrue de la société, rendent incontournables certaines questions dont le retard du traitement ne peut qu'être lourd de danger pour l'existence de tous. Le moment ne serait-il pas venu de soustraire de la loi du marché certains biens et services ou à tout le moins de réguler fortement leur rapport au marché ? La terre doit-elle être vénale au point que n'importe quel acheteur, de quelque origine qu'il soit, puisse, s'il en paye le prix, se l'approprier, fusse au détriment de ceux que les contingences historiques ont fait naître et grandir en son sein ? L'école publique, la santé doivent-elles continuer leur inexorable cheminement vers une privatisation qui, à terme, risque d'en faire un domaine réservé aux seuls riches ? Tous les êtres humains, parce que d'égale dignité, ne devraient-ils pas avoir, de par le droit, les moyens d'une pleine jouissance de l'air, du soleil, de la mer ou de la montagne ?

Au total, il est tout à fait possible de travailler à l'avènement de sociétés plus justes, davantage solidaires, attachées à la liberté et au bonheur de tous. Cependant, un tel objectif requiert un engagement militant, une vigilance constante pour ne pas transformer les moyens en fin. Pour dire donc qu'il demeure aujourd'hui comme hier indispensable de choisir son camp, soit de se placer du côté de ceux qui cultivent l'utopie concrète d'un monde nouveau, débarrassé de toutes formes de domination ou d'exploitation, ou alors et même à son corps défendant de laisser prospérer l'ordre ancien au sein duquel le bonheur d'une minorité de parasites est payé par la misère insoutenable du plus grand nombre.

SAMBA SY